



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT LOCAL  
ET DES ACTIONS DE L'ETAT  
Bureau de l'environnement

DDLAE/BE/NM  
Dossier n° 93S 01 00011 A

### ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE N°2010-1963 du 30 juillet 2010 relatif à la remise en état de l'ancien site Alcool Pétrole Chimie situé 29 bis, quai Adrien Agnès 93300 Aubervilliers

**LE PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS,**  
Officier de la Légion d'Honneur.

VU le code de l'environnement livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, et plus précisément le titre 1er «Installations classées pour la protection de l'environnement» ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 avril 1996, ayant réglementé l'ensemble des activités de la société Alcool Pétrole Chimie ( A.P.C ) exercées au 29 bis, quai Adrien Agnès à Aubervilliers ;

VU la déclaration de cessation d'activité du 2 août 2007 présentée par la société Alcool Pétrole Chimie ;

VU la lettre de la société Alcool Pétrole Chimie, en date du 14 avril 2008, indiquant leur changement de raison sociale pour devenir la société ARDEA, à compter du 2 mai 2008 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 17 février 2010 proposant de demander à la société ARDEA ( ex Alcool Pétrole Chimie ) la réalisation d'une étude diagnostique de la nappe souterraine en vue d'évaluer les effets de la pollution liée aux activités à l'extérieur du site ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques émis lors de la séance du 1er avril 2010 ;

VU les observations émises par l'exploitant de la société ARDEA, par courrier du 21 avril 2010 ;

**CONSIDERANT** que la société Alcool Pétrole Chimie a déclaré cesser définitivement ses activités le 2 août 2007 ;

**CONSIDERANT** que les investigations menées sur le site de la société ARDEA ont mis en évidence des pollutions dans le sol et dans la nappe ;

**CONSIDERANT** qu'il appartient à la société ARDEA, en sa qualité de dernier exploitant de l'installation, de procéder à sa remise en état tel que ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que la société ARDEA a eu connaissance des conclusions du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques, le 12 avril 2010 ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant de la société ARDEA a émis des observations suite au passage au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques 12 avril 2010, et qu'il demande la suppression de l'obligation de réaliser un diagnostic de la nappe en dehors du site et propose de réaliser à la place une évaluation du risque sanitaire en utilisant les données déjà collectées sur le site ;

**CONSIDERANT** que l'inspection des installations classées propose de maintenir cet arrêté en modifiant et complétant l'article 1 dudit arrêté ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

## **ARRETE**

**ARTICLE 1** : La société ARDEA en sa qualité de dernier exploitant des installations classées sises 29 bis, quai Adrien Agnès à Aubervilliers, dont le siège social est situé 48, route Nationale à Roche-Lez-Beaupré, devra se conformer aux quatre prescriptions suivantes :

**Condition 1** : L'exploitant réalisera **dans un délai de six mois**, une étude diagnostique de la pollution de la nappe d'eau souterraine en limite extérieure du site, afin d'évaluer les effets de la pollution liée aux activités du site à l'extérieur de celui-ci.

Dans le cas où l'exploitant peut justifier de difficultés particulières à réaliser les investigations à l'extérieur du site et pour les zones situées à proximité immédiates des piézomètres existants, l'absence de diagnostic sera compensée par la réalisation d'une étude d'interprétation d'état des milieux où la cas échéant ( aménagement futur ) d'une étude quantitative du risque sanitaire conforme à la méthodologie du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, basée sur le suivi des piézomètres concernés.

L'exploitant devra adresser, en premier lieu, les justifications correspondantes et les bases de travail de l'EQRS qu'il propose ( en mentionnant, en particulier, la nature des piézomètres qu'il utiliserait ).

**Condition 2** : Le dispositif d'investigations à mener sera élaboré en prenant en compte, entre autres, les pollutions déjà identifiées sur le site, l'historique et les caractéristiques hydrogéologiques des terrains ; pourront ainsi être déterminés le nombre de sondages, les paramètres à rechercher et les zones les plus susceptibles d'avoir été impactées.

**Condition 3** : L'exploitant transmettra au préfet un dossier de présentation des travaux correspondants, accompagné d'un échéancier de réalisation, au moins un mois avant le début des opérations.

**Condition 4** : Les résultats seront présentés dans un rapport établi en deux exemplaires ( plus deux versions électroniques sur CD-ROM ). Les résultats seront accompagnés des propositions d'action appropriées.

**ARTICLE 2 :** Les conditions pré-citées sont à réaliser dès notification du présent arrêté.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera notifié à la société ARDEA par lettre recommandée avec avis de réception.

**ARTICLE 4 :** Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'Aubervilliers et pourra y être consultée.

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un certificat d'affichage attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture de la Seine Saint-Denis.

Une copie du présent arrêté sera affichée en permanence de façon visible dans l'installation classée par le bénéficiaire de l'autorisation.

**ARTICLE 5 :** *Voies et délais de recours* (article L.514-6 du code précité) :

la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil:

1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de **deux mois** qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de **quatre ans** à compter de l'affichage ou la publication dudit arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

*Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.*

**ARTICLE 6 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet de Saint-Denis, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France, le maire d'Aubervilliers, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera publiée au bulletin d'informations administratives de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Pour le Préfet et par délégation  
Le Sous-préfet chargé de mission  
et de l'arrondissement chef-lieu

Sébastien LIME